

Milica UVALIC, *Serbia's transition: Towards a Better Future*, Palgrave Macmillan, 2010, 326 pages.

Publié tout juste vingt ans après la désintégration de la Yougoslavie, le présent ouvrage mérite d'être salué pour son ambition remarquable : restituer sur une période longue les progrès et blocages de la transition en Serbie. Milica Uvalic, professeure d'économie à l'Université de Perugia (Italie), ancienne Vice-ministre des relations économiques extérieures de la Serbie, n'hésitant pas à se définir comme « Yougoslave » (p. XIII), a patiemment (pendant une décennie) cumulé les éléments permettant d'avoir une vue d'ensemble des changements en cours en Serbie.

Le livre est divisé en huit chapitres (numérotés de 2 à 9) suivant un ordre historique chronologique. Chaque chapitre aborde un aspect spécifique de la transition en Serbie.

Le premier fait le point sur les conditions initiales du changement à l'époque où la Serbie était encore une république de la RFSY. Du fait de sa place centrale dans la Fédération yougoslave, de sa longue tradition économique orientée vers le marché et de son ouverture à l'international, la Serbie semble plutôt être alors dans une situation favorable à la transition qui s'amorce en Europe de l'Est. Les réformes économiques radicales menées en 1988-1990 (autorisation de privatiser, création de nouvelles entreprises privées) et les premières élections libres (décembre 1990) illustrent l'avance de la Serbie par rapport aux autres PECO en la matière. Toutefois, le chapitre tempère cette vision enthousiaste des conditions initiales en rappelant que la Serbie est le théâtre d'une grave crise économique et sociale (16,4 % de taux de chômage en 1990, 1252 % d'inflation en 1989, baisse de la production agricole de 6,3 % durant la période 1981-1989, déficit commercial récurrent depuis le début des années 1980) qui fait le lit d'un réveil du nationalisme (depuis le milieu des années 1980).

Le deuxième chapitre met en lumière les blocages de la transition en Serbie principalement dus, selon l'auteure, à une forte instabilité politique et économique, à l'effort de guerre, aux deux embargos internationaux et à la mise en place de politiques économiques inadaptées ayant conduit à une récession sévère et à des records en matière d'hyperinflation (116,5 mille milliards de % en 1993). Le chapitre se clôt sur le succès du programme Avramovic entamé en 1994 (réduction à 3,3 % de l'inflation en 1994) mais n'ayant pas su éviter les conséquences sociales de la crise et l'effondrement des « pyramides financières ».

Le troisième chapitre aborde la période postérieure aux Accords de Dayton jusqu'à l'intervention militaire de l'OTAN (1995-1999). Le climat politique y est décrit comme délétère et les réformes économiques quasi inexistantes (excepté une nouvelle loi sur les privatisations en 1996).

C'est une période d'inertie dans la transition et de dégradation des performances économiques. La période est également marquée par le départ d'Avramovic.

Le quatrième chapitre décrit la révolution de « velours » (p. 107) en Serbie (septembre-octobre 2000) et les nombreuses difficultés auxquelles se heurte le nouveau gouvernement (relance du processus de réformes politiques et économiques, retour dans les organisations internationales, demande d'aide internationale, création de nouvelles institutions adaptées à la transition, réorganisation de l'administration publique, définition d'un accord avec le Monténégro).

Le cinquième chapitre couvre la période 2001-2008 et décrit de manière très détaillée les principales avancées économiques de la transition serbe : libéralisation, stabilisation macroéconomique, maîtrise de l'inflation, contrôle des finances publiques, ouverture commerciale, progression des flux d'IDE

Le sixième porte sur la lenteur du progrès des privatisations et, en particulier, de la restructuration dans le secteur industriel ainsi que sur la série de difficultés rencontrées dans les réformes : politique de l'emploi inappropriée, politique de la concurrence limitée, IDE inférieurs aux prévisions, etc.

Le chapitre 7 fait le point sur deux décennies de relation Serbie-UE et accorde une attention particulière à l'Accord de stabilisation et d'association signé au milieu de 1999 et perçu comme une étape importante « vers une intégration rapprochée » (p. 11) de la Serbie dans l'UE.

Le dernier chapitre étudie l'impact de la crise économique mondiale de 2008-2009 sur l'économie serbe. Cette dernière, dont les performances macroéconomiques étaient fragiles avant la crise, a simultanément été frappée à partir de 2008 par le soudain « credit crunch » (p. 250) sur les marchés financiers, la baisse significative des flux entrants d'IDE et la diminution de la demande de l'UE (premier partenaire commercial de la Serbie). Ces évolutions conjointes se sont traduites, pour la Serbie, par un assèchement du crédit alloué par le système bancaire aux entreprises et aux ménages, une dépréciation du dinar (malgré l'action de la Banque centrale nationale NBS), une contraction tant de la production que de la demande nationales, une réduction en volume des exportations et importations. La crise se solde par un accord signé avec le FMI en 2009, jugée salutaire par l'auteure (p. 254). Le chapitre s'achève par une présentation des « leçons non retenues de la transition serbe » (p. 255) et, notamment, le fait que la séquence « libéralisation-stabilisation-privatisation » (qui résume les réformes serbes de ces vingt dernières années) s'avère inadaptée à des chocs extérieurs comme celui de 2008-2009. L'auteure recom-

mande une relecture du « consensus post-Washington » (Kolodko & Nuti) qui insiste sur l'importance de la création de nouvelles entreprises (plutôt que la privatisation des anciennes), la « corporate governance » (plutôt qu'un simple transfert de titres de propriété) et la réhabilitation du secteur public.

L'ouvrage de Milica Uvalic est bien construit, très détaillé, riche en données statistiques et cohérent du début à la fin. Rédigé dans une langue fluide, il ne comporte pas d'imprécisions (une seule repérée en p. 10 : l'Accord de Dayton est signé en 1995 et non en 2005). Ce livre est incontournable pour toute personne désireuse d'en connaître plus sur la transition de la Serbie. Les réflexions, fournies et nombreuses, embrassent tous les thèmes de la transition et apportent un éclairage intéressant sur les analyses déjà existantes.

On peut toutefois regretter l'absence, à de rares exceptions près, d'analyse comparative avec les expériences vécues par les autres PECO ainsi qu'un dernier chapitre n'abordant pas la question des effets sociaux de la crise mondiale (par manque de recul historique certainement) ou encore celle de la conditionnalité lourde associée à l'intervention du FMI à partir de 2009.

Assen SLIM  
Inalco, Essca